



RICHEL SERRES DE France

**Comptes Consolidés
au 31 mars 2009**

Sommaire

	<i>Page</i>
Bilan Actif	1
Bilan Passif	2
Compte de Résultat	3
Tableau des Flux de Trésorerie	4
Annexe	
1. Le Groupe	5
2. Principes, règles et méthodes comptables retenus	5
2.1. Périmètre de Consolidation et Identification des Sociétés Consolidées	5
Périmètre de Consolidation	5
Organigramme	6
Identification des Sociétés Consolidées	6
2.2. Principes de Consolidation	6
Méthodes de Consolidation	6
Traitement de l'Écart d'Acquisition	7
Conception du Résultat d'Exploitation	7
2.3. Méthodes d'évaluation	7
Conversion des états financiers des sociétés étrangères	7
Imposition différée	7
Immobilisations incorporelles	8
Écarts d'acquisition	8
Immobilisations corporelles	8
Immobilisations financières	9
Stocks et travaux en cours	9
Contrats à long terme	9
Clients	9
Valeurs mobilières de placement	9
Trésorerie	9
Provisions pour risques et charges	9
Avantages accordés au personnel	10
Résultat par action	10
3. Autres Informations	10
3.1. Informations concernant les Dirigeants	10
3.2. Informations concernant les transactions avec les entreprises liées	11
3.3. Évènements postérieurs à la clôture	11
4. Notes sur l'Actif du Bilan	11
5. Notes sur le Passif du Bilan	13
6. Notes sur le Compte de Résultat	14
7. Engagements hors bilan	15
8. Notes sur le personnel	15

Bilan consolidé Actif (en K€)

	31 Mars 09			31 Mars 08
	Brut	Amort. et Prov.	Net	Net
Frais d'établissement et frais de R&D	48		48	
Concessions, brevets, logiciels	1 579	1 367	212	194
Fonds commercial	30		30	30
Autres immobilisations incorporelles				
Ecart d'acquisition actif				
Terrains	1 890	605	1 285	1 316
Constructions	8 525	3 969	4 556	4 686
Installations techniques, matériel et outillage industriel	14 570	6 824	7 746	6 131
Autres immobilisations corporelles	1 929	1 312	616	652
Immobilisations en cours	1 915		1 915	284
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0		0	575
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	56		56	68
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	30 543	14 077	16 465	13 935
Matières premières et autres approvisionnements	2 644	18	2 625	2 233
En-cours de production de biens et services	867		867	1 707
Produits intermédiaires et finis	2 082	89	1 993	2 786
Marchandises	3 054	178	2 876	3 193
Avances et acomptes versés sur commandes	421		421	104
Clients et comptes rattachés	18 728	1 075	17 652	19 950
Autres créances	1 637		1 637	1 943
Imposition différée active	54		54	68
Valeurs mobilières	4 141		4 141	2 040
Disponibilités	2 254		2 254	3 404
Charges constatées d'avance	752		752	259
TOTAL ACTIF CIRCULANT	36 634	1 361	35 273	37 687
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF	67 177	15 438	51 738	51 622

Bilan consolidé Passif (en K€)

	31 Mars 09	31 Mars 08
Capital social ou individuel	2 014	2 014
Primes d'Emission	131	131
Réserves consolidées	14 272	12 994
Résultat de l'exercice	1 984	2 588
Capitaux Propres Part du Groupe	18 402	17 727
Intérêts minoritaires	192	105
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES ET INTERETS MINORITAIRES	18 593	17 831
Provisions pour risques et charges	938	1 345
Impôts différés Passif	199	218
Ecarts d'Acquisition Négatifs	91	165
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 228	1 728
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 009	5 766
Emprunts, dettes financières et retraitement de CB	301	156
Avances et acomptes reçus sur commandes	716	2 372
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 042	16 311
Dettes fiscales et sociales	5 788	5 137
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1	1
Autres dettes	1 616	2 039
Produits constatés d'avance	444	291
TOTAL ACTIF CIRCULANT	31 916	32 074
Ecarts de conversion passif	1	-11
TOTAL PASSIF	51 738	51 622

Compte de Résultat Consolidé (K€)

	31 Mars 09	31 Mars 08
Chiffre d'Affaires Net	87 192	90 392
Production stockée	-1 757	1 134
Production immobilisée	685	64
Production de l'exercice	86 120	91 590
Subventions d'exploitation	43	48
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	803	1 068
Autres produits	151	4
Total des produits d'exploitation	87 117	92 711
Matières premières et marchandises consommées	41 925	43 586
Autres achats et charges externes	22 701	26 150
Impôts, taxes et versements assimilés	1 316	1 247
Salaires et charges sociales	15 473	14 963
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 388	2 483
Autres charges	183	75
Total des charges d'exploitation	83 986	88 505
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 131	4 206
Produits Financiers	642	273
Charges Financières	475	320
Résultat Financier	167	-47
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	3 297	4 158
Produits Exceptionnels	333	820
Charges Exceptionnelles	369	660
Résultat Exceptionnel	-36	160
Participation des salariés	185	297
IS	1 002	1 393
Impôts Différés	-5	-15
RESULTAT NET DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	2 079	2 644
Amortissement des écarts d'acquisition		
Résultat- Part des minoritaires	95	56
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 984	2 588

Tableau des Flux de Trésorerie Consolidé (K€)

	31 Mars 09	31 Mars 08
Résultat Net des Sociétés Intégrées	1 984	2 588
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	1 723	1 847
Variation des impôts différés	-5	-15
Charges et produits sans incidence sur la Trésorerie	1 718	1 832
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	3 702	4 419
Variation des stocks et en-cours	1 520	-1 207
Variation des créances d'exploitation	1 746	-2 565
Variation des dettes d'exploitation	-2 686	-936
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	579	-4 707
FLUX GENERES PAR L'ACTIVITE	4 281	-288
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations	-4 418	-2 568
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations	18	350
Incidence des variations de périmètre		
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-4 400	-2 218
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 309	-1 309
Remboursements d'emprunts	-766	-858
Variation des dettes financières diverses	-8	-550
Décaissements	-2 083	-2 717
Augmentation de capital en numéraire	0	145
Souscription d'emprunts	3 036	31
Encaissements	3 036	176
FLUX LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	953	-2 541
Trésorerie à l'ouverture	5 442	10 489
Trésorerie à la clôture	6 277	5 442
VARIATION DE LA TRESORERIE	834	-5 047

Annexe aux Comptes Consolidés

31 Mars 2009

Préambule

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés au 31 mars 2009 qui ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 juin 2009.

RICHEL SERRES DE FRANCE est une société de droit français constituée en 1979. Son siège social est situé à EYGALIERES (13810), ZA des Grandes Terres.

1. Le Groupe

RICHEL SERRES DE FRANCE SA exerce son activité en France et à l'étranger. Cette activité consiste en la conception, la fabrication, le négoce, l'entretien et la maintenance de serres agricoles.

MARCHEGAY SA exerce une activité de conception, fabrication, vente et montage de jardineries et d'édifices en verre (serres botaniques, bâtiments à couverture verre, panneaux photovoltaïques, etc.)

RICHEL USA, société de droit américain, a pour objet de faciliter le développement de l'activité commerciale de la société Richel Serres de France sur le continent américain (prospection et assistance pour la conclusion de marchés).

DIMAC SAS est un acteur reconnu dans la conception et la commercialisation d'équipements destinés à la production végétale. La gamme des produits DIMAC couvre différents domaines de l'équipement pour serres de production et jardineries : chauffage, irrigation, régulation climatique, systèmes de manutention, etc.

DIVATEC SAS commercialise en pays nantais de petits équipements de serres agricoles fournis par DIMAC.

2. Principes, règles et méthodes comptables retenus

Les comptes consolidés du Groupe RICHEL SERRES DE France ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi du 3 janvier 1985 et de son décret d'application du 17 février 1986 ainsi que des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) 99-02 du 29 avril 1999, relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques, 2002-10 et 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

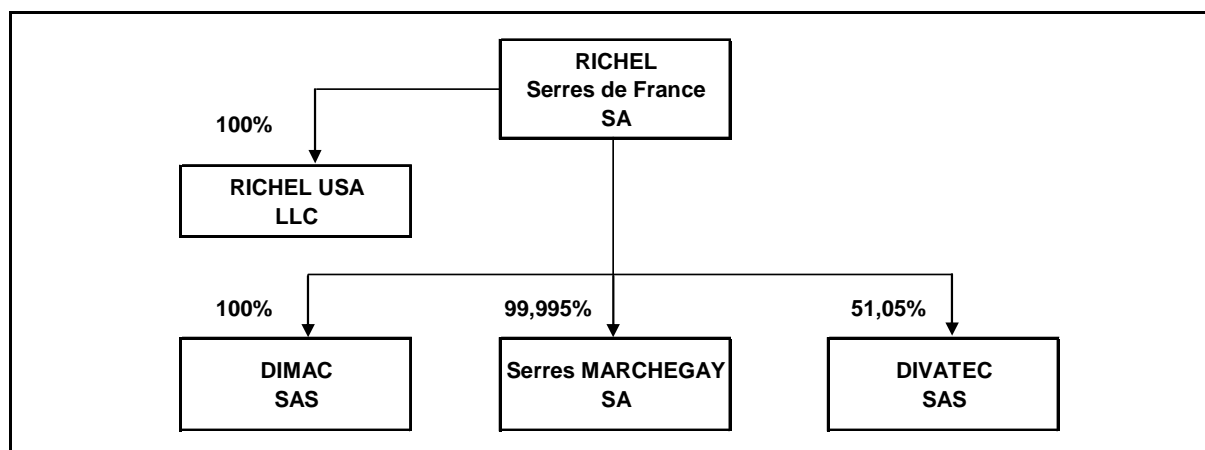
2.1. Périmètre de consolidation et identification des sociétés consolidées

Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe RICHEL regroupent les comptes de RICHEL SERRES DE France SA et de toutes les sociétés sur lesquelles la société mère exerce un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable.

Une entreprise est comprise dans le périmètre de consolidation dès lors qu'elle présente, seule ou avec d'autres entreprises en situation d'être consolidées, un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Organigramme



Identification des sociétés consolidées

Sociétés	Activité	% d'intérêt	Méthode de consolidation
RICHEL Serres De France	Serres à couverture plastique, France et export		Société mère
RICHEL SERRES USA	Bureau commercial	100 %	Intégration globale
MARCHEGAY SA	Jardineries et édifices en verre	99,995 %	Intégration globale
DIMAC	Conception et commercialisation d'équipements de serres et de jardineries	100 %	Intégration globale
DIVATEC	Commercialisation de petits équipements de serres	51,05 %	Intégration globale

2.2. Principes de consolidation

Méthodes de consolidation

Le contrôle exclusif existe dès lors que le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de la filiale, et il est présumé lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote. Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle conjoint existe dès lors que le Groupe partage avec une autre société le contrôle d'une activité économique en vertu d'un accord contractuel sans qu'aucune des sociétés ne détienne de contrôle exclusif ou d'influence notable. Les participations dans les entreprises contrôlées conjointement (joint-venture,...) sont consolidées par intégration proportionnelle. Au 31 mars 2009, cette méthode ne trouve pas à s'appliquer.

L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises dans lesquelles le Groupe détient une influence notable, sans exercer de contrôle, sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 mars 2009, cette méthode ne s'applique pas.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe ne détient pas d'influence notable et n'exerce pas de contrôle ne sont pas consolidées.

La date de clôture de l'ensemble des sociétés consolidées est le 31 mars. Les états financiers des différentes sociétés du Groupe sont retraités préalablement à leur consolidation lorsque l'incidence du retraitement est significative, afin d'être en conformité avec les principes du Groupe détaillés ci-après.

Pour l'ensemble des sociétés, les comptes consolidés ont fait l'objet de l'élimination des transactions réciproques significatives.

Les provisions de nature fiscale ayant un caractère de réserves sont éliminées.

La quote-part de la situation nette revenant aux actionnaires ne faisant pas partie du Groupe est comptabilisée en intérêts minoritaires.

Traitement de l'écart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une société, ses actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation globale à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition.

Cet écart peut être positif ou négatif.

Les écarts d'acquisition positifs ne font pas l'objet d'un amortissement. S'agissant d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie, ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat sur une durée reflétant les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition.

Conception du résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités ordinaires de la société, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles. Les éléments inhabituels, définis comme des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant, font partie du résultat des activités exceptionnelles.

2.3. Méthodes d'évaluation

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes de toutes les entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe, l'euro, comme suit :

- Les comptes de bilan sont convertis au taux de clôture, à l'exception du capital et des réserves qui sont maintenus au cours historique ;
- Le compte de résultat est converti au taux de change moyen annuel (sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates de transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur aux dates des transactions) ;
- Les différences résultant de ces conversions sont comptabilisées dans une rubrique spécifique des capitaux propres (écarts de conversion). Les écarts de conversion sont constatés en compte de résultat lors de la cession de la filiale.

Imposition différée

Les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs consolidés (à l'exception des écarts d'acquisition) et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts sont pris en compte lors de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé. Le taux appliqué au 31 mars 2009 est de 33,33%

Les actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que dans la mesure où il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement évaluée à partir d'éléments prévisionnels.

Au sein d'une même entité fiscale, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, quelle que soit leur échéance, dès lors que l'entité fiscale a le droit de procéder à la compensation de ses actifs et passifs d'impôts exigibles, et que les actifs et passifs d'impôts différés concernés sont prélevés par la même administration fiscale.

Les impôts différés calculés sur des éléments directement enregistrés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

A compter de l'exercice 2006/2007, les impôts différés nés de l'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ont été pris en comptes dans les états financiers consolidés

Immobilisations incorporelles

Les valeurs de fonds de commerce inscrites dans les comptes individuels de Richel Serres de France et de Marchegay pour 152.450 € ont été amorties à 100%. Les amortissements viennent en diminution des réserves consolidées.

Un fonds de commerce acquis de 30.000 € inscrit dans les comptes individuels de DIMAC, et répondant au critère d'identification défini par le règlement 99-02 a été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

Les montants immobilisés sous la rubrique « brevets » correspondent à leur prix d'acquisition. Ces montants sont amortis sur une durée de quatre ans.

Les logiciels sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire et sur une durée d'un an, comme le permet l'administration fiscale.

Écart d'acquisition

Afin de simplifier l'organigramme du Groupe, la société SOLEVHA a été dissoute le 14 mars 2008 (dissolution sans liquidation par confusion de patrimoine, avec effet fiscal rétroactif au 1^{er} avril 2007).

Cette opération a généré un mali technique de 970 K€ inscrit à l'actif du bilan de RICHEL Serres de France SA. Ce mali technique n'a pas d'incidence au niveau des comptes consolidés.

Par ailleurs, RICHEL Serres de France a versé en octobre 2008 un complément de prix de 38 K€ relatif à l'acquisition des 5% de titres Marchegay réalisée en 2006.

Au 31 mars 2009 les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

<i>En Milliers d'Euros</i>	Écart négatif	Reprise antérieure en résultat	Reprise en résultat au 31/03/09	Solde
Marchegay Acquisition de 5% en 2006	139	42	28	69
Acquisition du groupe Dimac en janvier 2007	114	26	23	64
Marchegay Complément de Prix payé en 2008 payé en 2009	-21 -38	-2	-7 -8	-12 -30

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Aucune immobilisation n'a fait l'objet de réévaluation.

Le groupe applique les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ainsi qu'à la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Immobilisations financières

Les titres de participations, prêts et autres immobilisations financières sont enregistrés à leur valeur d'origine. Une provision pour dépréciation est constituée, notamment lorsque la valeur d'une participation s'avère supérieure à la quote-part de la société dans ses capitaux propres sauf si les résultats ou perspectives laissent prévoir un rétablissement à court terme.

Stocks et travaux en cours

Les stocks de matières premières et marchandises sont évalués selon la méthode dite du prix moyen pondéré. Le prix de revient comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

Par ailleurs les valeurs retenues sont ajustées pour tenir compte des risques d'obsolescence afférents à ces stocks.

Contrats à long terme

Les contrats à long terme ont été évalués selon la méthode dite de l'avancement.

Les travaux en cours sur contrats à long terme sont évalués au coût de production direct, majoré des frais indirects de production s'y rattachant. Si cela s'avère nécessaire, des provisions sont constituées pour couvrir l'ensemble des pertes à terminaison prévisibles.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés à l'avancement dès que l'on est en mesure d'apprécier le résultat avec suffisamment de précision. Le degré d'avancement s'apprécie alors au travers du ratio « coût des travaux réalisés à la clôture de l'exercice sur coût total prévisionnel ».

Clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières sont inscrites pour leur coût d'acquisition. Elles comprennent essentiellement des comptes à terme et des SICAV obligataires ou monétaires.

Une provision est constituée lorsque la valeur liquidative est inférieure au coût d'acquisition.

Trésorerie

Le poste « trésorerie » comprend les instruments et placements financiers ayant une échéance inférieure à trois mois.

Provisions pour risques et charges (hors avantages accordés au personnel) – Actifs et passifs éventuels

Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée si :

- Le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du Groupe,
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Dans ce cadre, une provision pour garantie accordée aux clients est calculée en fonction des risques découverts et de leur probabilité d'extension aux autres installations existantes.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque leur réalisation est probable.

Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe lorsque l'impact est jugé significatif.

Avantages accordés au personnel

Avantages à court terme

Les avantages à court terme (salaires, charges sociales,...) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à cotisations définies (l'obligation du Groupe est limitée au versement de cotisations) : les cotisations sont constatées en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.
- Régimes à prestations définies (le Groupe a l'obligation de payer des niveaux de prestations convenus aux membres de son personnel en activité ainsi qu'éventuellement aux anciens salariés, les risques actuariels incombent alors au Groupe) : le personnel du Groupe ne bénéficie pas de couverture ou d'avantage à prestations définies autres que les indemnités de départ à la retraite. Les engagements du Groupe étant couverts par des fonds versés sur des contrats d'assurance, ces dernières ne font pas l'objet de provisions.

Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail (exemple : indemnité de licenciement) sont comptabilisées dès que le Groupe a engagé une procédure à l'encontre d'un membre du personnel.

Résultat par action

Le résultat net par action dilué est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe (retraité le cas échéant des intérêts liés aux actions potentielles) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice et avec prise en compte le cas échéant du nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives. Un plan d'actions potentielles est considéré comme dilutif lorsqu'il a pour conséquence l'émission d'actions ordinaires à un cours inférieur au cours moyen de bourse constaté pendant la période.

Il n'y a aucun instrument dilutif au 31 mars 2009.

3. Autres Informations

3.1. Informations concernant les Dirigeants

Les mandataires sociaux sont rémunérés par la SAS Financière Richel. Celle-ci, qui rémunère également certains membres du Comité de Direction, facture aux sociétés du Groupe des prestations de Direction, de gestion, de contrôle, de coordination dans les domaines commerciaux, administratifs et financiers. Les montants facturés sur l'exercice figurent dans le tableau « Transactions avec les entreprises liées ».

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2009, les Administrateurs de RICHEL Serres de France SA ont perçu des jetons de présence pour un montant total de 10.000 €.

3.2. Informations concernant les transactions avec les entreprises liées

Le tableau ci-dessous présente les transactions intervenues au cours de l'exercice entre le groupe RICHEL SERRES DE France et la SAS Financière RICHEL :

<i>en milliers d'euros</i>	Transactions avec les entreprises liées
Honoraires	738
Remboursements des frais	87
Total des Charges	825

Par ailleurs, le Groupe a versé 109 K€ de loyers à la SCI Provence 99 au titre de l'occupation des terrains de son site d'Eygalières.

3.3. Événements postérieurs à la clôture

- Le Conseil d'Administration du 16 juin 2009 a proposé le versement d'un dividende de 1.309.100 €.

4. Notes sur l'actif du bilan

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Terrains et aménagements des terrains	1 285	1 316
Constructions	4 556	4 685
Installations techniques, matériel et outillage	7 746	6 131
Autres immobilisations corporelles	616	652
Immobilisations en cours	1915	284
Avances et acomptes sur Immos Corporelles		575
Total valeurs nettes	16 118	13 643

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Participations	0	0
Prêts	0	6
Autres immobilisations financières	56	62
Total valeurs nettes	56	68

Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Matières premières et autres approvisionnements	2 625	2 233
En-cours de production	867	1 707
Produits intermédiaires et finis	1 993	2 786
Marchandises	2 876	3 193
Total valeurs nettes	8 361	9 919

Créances clients

Les créances clients s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Créances clients	18 728	20 826
Provisions pour dépréciation	-1 075	-876
Total valeurs nettes	17 652	19 950

Autres actifs circulants

Les autres actifs à court terme se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Avances et acomptes versés sur commandes	421	104
Créances diverses	1 637	1 943
Charges constatées d'avance	752	259
Charges à répartir	-	-
Impôt différé actif	54	68
Total	1 864	2 374

Impôts différés

Les crédits d'impôts, les actifs et les passifs d'impôts différés s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Décalages temporaires actif	54	68
Décalages temporaires passif	199	218
Total	-145	-150

Valeurs mobilières de placement

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
SICAV monétaires	4 141	2 040
Devises		
Total	4 141	2 040

5. Notes sur le passif du bilan

Capitaux propres

Au 31 mars 2009, le capital social de RICHEL SERRES DE FRANCE est composé de 5.035.000 d'actions d'une valeur nominale de 0,40 Euros.

La variation des capitaux propres s'analyse ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	
Situation nette consolidée du groupe au 31/03/08	17 727
Résultat 2008-2009 part du groupe	1 984
Dividendes distribués	-1 309
Situation nette consolidée du groupe au 31/03/09	18 402

Résultat net par action: 0,394 €

Provisions pour risques et charges

Les provisions et autres passifs à long terme s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Provisions pour litiges	258	665
Provisions pour garanties	659	651
Provisions autres	21	29
Total	938	1 345

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières se décomposent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Comptes courants	301	140
Échéances à moins d'un an	906	633
Échéances de un à cinq ans	3 371	2 256
Échéances à plus de cinq ans	3 732	2 893
Total	8 310	5 922

Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme comprennent les éléments suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Impôt différé passif	218	218
Avances et acomptes reçus sur commandes	716	2 372
Autres dettes	1 616	2 039
Produits constatés d'avance	444	291
Écarts de conversion passif	1	-11
Total	2 995	4 909

6. Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit entre le marché français et l'export :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
France	44 836	42 643
Export	42 356	47 749
Total	87 192	90 392

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit par secteur d'activité :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Serres horticoles et maraîchères	63 331	66 603
Jardineries et Serres botaniques	18 464	18 141
Autres produits	5 397	5 648
Total	87 192	90 392

Dotations et reprises aux amortissements et provisions

Les dotations aux amortissements et provisions s'analysent comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Amortissements des immobilisations	1 833	1 697
Provisions pour risques et charges	153	441
Provisions pour actifs circulants	402	345
Reprise de provisions pour risques et charges	-296	-546
Reprise de provisions sur actifs circulants	-163	-96
Transfert de charges	-345	-426
Total	1 584	1 415

Impôt sur les bénéficies

L'impôt est acquitté intégralement en France. La décomposition entre l'impôt courant et différé est la suivante :

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Impôt sur les bénéficies	1 002	1 393
Impôt différé	-5	-15
Total	997	1 378

7. Engagements hors bilan

Les engagements des sociétés du Groupe en matière de départ à la retraite sont couverts par les fonds versés sur des contrats souscrits auprès de compagnies d'assurance.

Des promesses d'hypothèques ont été émises à hauteur de 2,8 M€ en garantie des emprunts souscrits pour financer les travaux d'extension de l'atelier et de l'usine d'Eygalières.

Des nantissements d'équipements et d'outillages financés par emprunts ont été consentis par Richel Serres de France pour un montant total de 5,1 M€. Le montant du capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 3,9 M€ au 31 mars 2009.

Une promesse d'affectation hypothécaire sous seing privé a été émise pour garantir deux emprunts souscrits en 2008, d'un montant global de 1,5 M€, et destinés à financer une extension de bureaux sur le site d'Eygalières. Au 31 mars 2009, ces emprunts ont été partiellement débloqués à hauteur de 0,3 M€.

Un mandat d'hypothéquer sous seing privé a été émis pour garantir deux emprunts souscrits en 2008, d'un montant global de 1,3 M€, et destinés à financer une extension de bureaux sur le site de Luçon. Au 31 mars 2009, le capital restant dû au titre de ces emprunts s'établit à 1,3 M€.

Des cautions de contre-garantie sur marchés ont été émises au profit de RICHEL serres de France pour un montant de 0,3 M€.

8. Notes sur le personnel

D.I.F. (Droit individuel à la formation)

Au 31.03.2009, les droits individuels à la formation cumulés pour l'ensemble des salariés du groupe représentent 21.893 heures.

Masse salariale et Effectifs par catégorie

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de la masse salariale et des effectifs par catégorie.

<i>en milliers d'euros</i>	31/03/2009	31/03/2008
Masse salariale	15 473	14 963
Effectif total	355	359
<i>dont cadres</i>	86	76
<i>dont agents de maîtrise</i>	55	55
<i>dont employés et ouvriers</i>	214	228